

N°577

du 15
FEVRIER
2013



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.6 FOOTBALL/
CLASSEMENT FIFA

Le Togo se repositionne après la CAN 2013

P.3 Dans l'optique des prochaines élections législatives au Togo

Un arbitrage en vue entre le pouvoir et l'opposition avant la modification du Code électoral

P.4 A la suite de son
emprunt 6,50% 2007-2014
Togo Télécom paye aujourd'hui
plus d'un milliard de Cfa
d'intérêts aux souscripteurs



Catherine Ashton

Arthème Ahoomey-Zunu

P.7 5 millions de Fcfa de Moov-Togo
Pour le Programme
Excellence Jeunes

P.3 Parallèlement à la création de l'Office
togolais des recettes
**Le choix presque fait de doter
le Port du Guichet unique,
sur fonds propres de l'Etat**

P.7 Société
**La dure réalité
des enfants de rue**

Jusqu'au 4 mars

QUIZLOVE
Envoie LOVE
au 5050
et réponds aux questions
pour gagner
des centaines de cadeaux
(100 F/jour)

Souscris au tarif
spécial LOVE :
14 F/SMS - 14 F/min
en tapant
*143*14* n° de votre amour #
(coût: 14 F/jour)

moovSt Valentin
Il y a de l'amour dans l'air
et un salon de 5 000 000 FCFA
à gagner !

moov no limit

groupe etisalat

Service Client : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)



Section 1. Avis d'appel d'offre

Avis d'Appel d'Offres Ouvert (AAOO)

**POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES SITES DE TOGO TELECOM
FINANCEMENT : FONDS PROPRES
Appel d'Offres National N°0001/2013/TGT/DG/DML/PRMP**

Date de lancement de l'avis : **11 janvier 2013**

La Société des Télécommunications du Togo (TOGO TELECOM) sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la réalisation des **travaux d'aménagement des sites de TOGO TELECOM**.

1. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres Ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.

2. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations ou adresser des correspondances à l'attention de :

Attention de : Manfeidjeou BANEZI, Personne Responsable des Marchés à TOGO TELECOM,

Ville : LOME

Boîte postale : 333 Pays : TOGO

Numéro de téléphone : +228. 22 21 44 01, 22 34 13 69

Numéro de télécopie : +228.22 21 03 73

Adresse électronique : mbanezi@togotelecom.tg

et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous tous les jours ouvrables de **07 h à 11h30 et de 15h à 17h00**.

3. Les exigences en matière de qualifications sont :

- Les conditions légales de l'entreprise ;
- La situation financière de l'entreprise ;
- L'expérience de l'entreprise
- La disponibilité, la qualification et l'expérience du personnel de l'entreprise ;
- La disponibilité du matériel requis pour l'exécution des travaux.

Voir les données particulières de l'appel d'offres (DPAO) pour les informations détaillées.

4. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) FCFA à l'adresse mentionnée ci-après :

Direction Générale de TOGO TELECOM
Place de la Réconciliation ; quartier Atchanté
BP : 333 Lomé – Togo
Tél : (228) 22 21 44 01 / 22 53 44 01
Télex : 5245 TG
Fax : (228) 22 21 03 73

E-mail : spdggt@togotel.net.tg / contact@togotelecom.tg

Site Web : www.togotelecom.tg

5. Le paiement du coût du dossier sera par chèque ou en espèces.

6. Les offres devront être soumises au plus tard le **mercredi 20 février 2013 à 09 heures 00mn T.U.** à la Direction Générale de TOGO TELECOM au Secrétariat Administratif (Direction des Ressources Humaines), **Porte N° 12**, au rez-de-chaussée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

7. L'ensemble des travaux est reparti en vingt un (21) lots. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, conformément au tableau ci-après :

REPARTITION DES LOTS	GARANTIE DE SOUMISSION
LOT 1 : Travaux de rénovation des bâtiments SRT et Espace télécoms Dapaong	390 000 FCFA
LOT 2 : Travaux de rénovation des locaux techniques de Mango	840 000 FCFA
LOT 3 : Travaux de rénovation des Bâtiments SRTK, SCK, SEK et Espace télécom Kara	1 275 000 FCFA
LOT 4 : Travaux de rénovation des bâtiments SRT et FH Sokodé	900 000 FCFA
LOT 5 : Travaux de rénovation des bâtiments SRT et Espace télécom Atakpamé	480 000 FCFA
LOT 6 : Travaux de rénovation du centre distant et Espace télécom de Kpalimé	420 000 FCFA
LOT 7 : Travaux de rénovation du bâtiment SRT Tsévié	135 000 FCFA
LOT 8 : Travaux de rénovation du bâtiment centre distant Aného	510 000 FCFA
LOT 9 : Travaux de rénovation des locaux techniques de NIAMTOUGOU	150 000FCFA
LOT 10 : Travaux de rénovation des locaux techniques de SOTOUBOUA COM	150 000FCFA
LOT 11 : Travaux de rénovation des locaux techniques de BASSAR	150 000FCFA
LOT 12 : Travaux de rénovation des locaux techniques de GLEI	250 000 FCFA
LOT 13 : Travaux de rénovation des locaux techniques de BLITTA	250 000 FCFA
LOT 14 : Travaux de rénovation des locaux techniques de LANGABOU	250 000 FCFA
LOT 15 : Travaux de rénovation des locaux techniques de KANTE	250 000 FCFA
LOT 16 : Travaux de rénovation des locaux techniques de NOTSE	250 000 FCFA
LOT 17 : Travaux de rénovation des locaux techniques de BAFILO	250 000 FCFA
LOT 18 : Travaux de rénovation des locaux techniques de PYA	250 000 FCFA
LOT 19 : Travaux de rénovation des locaux techniques de CINKASSE	300 000 FCFA
LOT 20 : Travaux de rénovation des locaux techniques de ANIE	300 000 FCFA
LOT 21 : Travaux de rénovation des locaux techniques du FH KARA	450 000 FCFA

Un candidat peut soumissionner pour tous les lots mais il ne peut être attributaire que de deux (02) lots au maximum.

8. Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel et évaluée la moins-disant et qui satisfait aux conditions de qualification requises.

9. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de quatre vingt dix jours (90) à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et au DPAO. La garantie de soumission reste valable vingt huit (28) jours après l'expiration de la garantie de l'offre.

10. **Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le mercredi 20 février 2013 à 09 heures 30mn T.U.** dans la salle de réunion de la Direction Générale de TOGO TELECOM au rez-de-chaussée.

Le Directeur Général,

Pétchétibadi BIKASSAM

Dans l'optique des prochaines élections législatives au Togo

Un arbitrage en vue entre le pouvoir et l'opposition avant la modification du Code électoral

Sylvestre D.

Dans sa dernière parution, L'UNION évoquait le flou et les hésitations qui se lisent dans la préparation des prochaines élections législatives. En ce que le texte électoral qui sous-tend le scrutin n'est pas définitif à ce jour, que la Commission électorale nationale indépendante (CENI) est toujours boudée par les opposants, que les sièges des opposants dans les Commissions électorales locales indépendantes (CELI) restent vacants, que les Comités des listes et cartes (CLC) n'arrivent pas à décoller parce qu'on ne veut pas que ce soit les seuls partisans du pouvoir qui enrôlent les futurs électeurs, etc. Aux dernières nouvelles, un nouveau format de dialogue se dessine. Et la lettre-réponse du Service Européen pour l'Action Extérieure au Collectif de solidarité aux luttes sociales et politiques en Afrique, datée du 11 février 2013, vient confirmer qu'une nouvelle rencontre est dans l'air. « *Tout comme vous, l'Union européenne (UE) considère très important que les prochaines élections législatives soient crédibles, transparentes, conformes aux recommandations émises par les Missions d'Observation Electorale (MOE) de l'UE et fondées sur un large consensus national. Ceci est fondamental pour assurer la stabilité et la consolidation démocratique du pays. A cette fin, l'UE appelle le gouvernement, l'opposition et l'ensemble des forces politiques à s'engager véritablement dans la relance d'un dialogue politique national et à contribuer à l'établissement du climat d'apaisement nécessaire (...). Tout appui financier direct de l'UE au processus électoral dépendra de l'existence d'un accord politique élargi et la mise en œuvre des réformes électorales dans l'esprit des recommandations de Missions d'Observation Electorale de 2007 et 2010, en particulier en ce qui concerne le réaménagement du découpage électoral. L'appui de l'UE est actuellement limité à l'observation électorale nationale via la société civile visant à renforcer les capacités en matière d'observation des organisations de la société civile engagées dans l'observation électorale* », a signé Nicholas Westcott, au nom de la Haute Représentante, Mme Catherine Ashton, et le Commissaire au Développement, Andreas Piebalg.

Dans les milieux proches du pouvoir, on soutient qu'un nouveau dialogue est encore imminent, dans un format qui ne sera pas classique comme ce qu'on a vu jusqu'ici. On n'évoque pas un dialogue direct autour de la même table. On parle plus d'un travail de rapprochement des revendications du parti au pouvoir et de l'opposition, en liaison avec les législatives. Le tout sous le



Catherine Ashton



Arthème Ahoomey-Zunu

double regard de deux respectables personnalités étrangère et locale. Des personnalités qui ne se sont pas encore mouillées dans des revendications politiques. Si cela se confirme, il ne s'agira donc pas d'un dialogue sous la conduite d'un médiateur international. Lequel médiateur ne connaît pas toujours trop la psychologie du pouvoir pour la préservation des acquis et la fougue de conquête du pouvoir par les opposants. Toute chose qui retarde le vote des modifications

apportées au Code électoral, car il peut en avoir de nouveaux changements à intégrer. Qu'à cela ne tienne, le facilitateur (invisible !) pourrait être la personnalité étrangère, peut-être d'une chancellerie officiant au Togo, et le médiateur la personnalité nationale.

Du coup, au cœur du pouvoir de Lomé, on consent déjà que l'officieuse date du 24 mars proposée par la CENI pour la tenue du scrutin législatif est dépassée. Il se murmure que, en l'état des

choses, la nouvelle date officieuse est le 21 avril 2013, soit un décalage de quatre semaines. Encore que la perpétuelle recherche du consensus national ne retarde inutilement le processus. La lettre de l'Union européenne ne souffre d'aucune ambiguïté. Mais, à la fin, il va falloir que tout ceci paie pour le bien de la démocratie naissante au Togo. En clair, les deux parties ne devront pas faire de la prochaine tentative de dialogue une autre occasion de faire croire que l'adversaire est le mal du pays.

Evidemment, beaucoup de tâches restent à accomplir par la CENI : mise en place des Comités électoral et délivrance des cartes électorales ; conception, commande et réception du matériel de sensibilisation pour le recensement électoral ; proposition de date, suivie du décret portant ouverture et clôture du recensement électoral ; spécifications techniques du bulletin unique de vote, définition des critères d'accréditation et accréditation des observateurs nationaux, production du répertoire des centres de recensement et de vote, développement et réception du logiciel de recensement électoral, etc.

Parallèlement à la création de l'Office togolais des recettes

Le choix presque fait de doter le Port du Guichet unique, sur fonds propres de l'Etat

Vaille que vaille, le Togo s'approche du mois de mars retenu pour ériger l'Office togolais des recettes (OTR) sur les cendres de la Direction des Impôts et de la Direction des Douanes. Le 10 décembre 2012, les députés adoptaient la loi créant l'OTR qui se veut une véritable opportunité pour regrouper les services similaires des deux régions financières pour mieux valoriser leurs ressources humaines, tout en exigeant d'eux de meilleurs rendements. Certaines tâches aux Impôts et Douanes étant redondantes. Depuis lors, du chemin se fait avec le cabinet anglais «Crown Agents», recruté sur la base d'un appel à concurrence ayant enregistré huit candidatures. Pour la cause de la sensibilisation des agents de l'Etat, une note est affichée devant les services publics pour résumer l'urgence de l'OTR : celle visant à éradiquer ou, à la limite, à infléchir le fléau de la corruption, la fraude et l'évasion fiscale. Surtout que, pour un budget d'investissement et de fonctionnement de l'Office de l'ordre de 12 milliards de francs Cfa, un bond qualitatif de la première année pourrait, à lui seul, apporter près de 12 milliards de francs Cfa de recettes supplémentaires, et un supplément de recettes totales attendues sur une période de quatre ans de l'ordre de 200 milliards de francs Cfa. D'ici à mars 2013, on attend la nomination

du Commissaire général qui va gérer l'Office.

Mais il ne sert à rien d'aller à l'OTR si, à la base, quelque chose n'est pas fait pour limiter l'évasion des deniers publics. Pour la cause des dividendes à tirer du commerce extérieur, essentiellement pratiqué au Port de Lomé par les agents publics des Douanes au nom de l'Etat, L'UNION a fouiné de nouveau le dossier du Guichet unique. Lequel Guichet devra résoudre le problème des procédures anormalement élastiques de dédouanement, de fuite de recettes publiques... Aussi apprend-on qu'un consultant vient d'être recruté pour écrire le business plan, dans un intervalle d'un mois au maximum. Plus est, une requête est envoyée aux banques de la place pour étudier le financement du Guichet. Il n'y a donc pas de choix officiel à ce jour, mais il faut savoir découvrir que l'Autorité – qui ne parle pas sur ce qui se fait – est en train d'opter pour la construction dudit Guichet sur fonds propres de l'Etat. Et c'est le choix final, presque fait, qui déclenchera le processus d'appel d'offres à gérer par le ministère du Commerce.

Pour mémoire, dans un premier temps, un Consultant a mis à la disposition du Gouvernement les deux modèles de Guichet unique : la concession et l'achat. Dans le premier cas, l'Etat choisit de remettre



Bernadette Balouki-Léguézim, Ministre du Commerce

la construction du Guichet à une société privée qui l'exploite jusqu'à concurrence de son investissement, avant de le céder entièrement à l'Etat qui n'en tirera les avantages qu'en ce moment. Dans le second cas, l'Etat lui-même se dote des moyens nécessaires, dès le départ, pour créer son Guichet unique et l'exploiter.

En rappel, l'implantation du Guichet unique au Port de Lomé est partie intégrante du Projet de facilitation du commerce et du transport sur le corridor Abidjan-Lagos (PFCTCAL) financé par la Banque mondiale. Il vise à centraliser et à unifier les procédures de dédouanement et de transit. Dès lors qu'un acheteur et son fournisseur concluent la livraison d'un conteneur quelque part en

VERBATIM Par Eric J.

L'éternel démissionnaire

À l'avènement du multipartisme au Togo dans les années 90, nous avons tous connu Me Djovi Galy, un avocat qui était aux côtés de plusieurs opposants à la conférence nationale. Il a été de ce fait nommé ministre dans le premier gouvernement pluraliste sous la conduite de son homologue Joseph Koffigoh. Il avait à sa charge le portefeuille des Droits de l'Homme et était presque le défenseur des acquis du gouvernement Koffigoh en matière de respect des libertés individuelles et de la liberté d'expression pendant la période 1991-1992.

Après les élections législatives de 94 remportées par l'opposition avec le Car et l'Utd, il était revenu avec la charge de ministre des Droits de l'Homme et de la Réhabilitation, chargé des Relations avec le Parlement. En ce moment, c'était la lune de miel entre le Consultant International et le parti de Edem Kodjo. Habile politicien, il n'hésitait pas à crier haut à ceux qui voulaient l'écouter que le premier ministre Kodjo était le meilleur homme d'Etat au Togo.

Mais quelle ne fut la surprise des Togolais quand un beau matin, Me Galy tire sa révérence à l'Utd pour se consacrer à son Observatoire de la Démocratie et d'autres activités.

Son retour sur la scène politique se fera en 2010 aux côtés de l'Ufc, le parti de Gilchrist Olympio qui a signé un accord de gouvernement avec le Rpt. Djovi Galy était proche de son nouveau patron, conseiller spécial, membre du bureau exécutif. Mais pouvait-il réellement exercer son rôle quand ce parti, malgré la défection de certains lieutenants pour créer l'Anc, disposait de toutes ses structures ? Nous avons posé la question en son temps et le temps nous a donné raison au bout de quelques mois.

Me Djovi Galy a commencé par éprouver des difficultés avec son nouvelle ombre politique en prenant cause et effet pour Kpatcha Gnassingbé incarcéré dans une affaire de coup d'Etat. Mais il a retenu son souffle quelques temps pour finalement démissionner de ses postes au sein du parti sans quitter les siens. «Du bluff» avaient réagi plusieurs Togolais.

C'est ainsi que la rupture sera définitivement et officiellement consommée le 12 février dernier à travers une lettre qu'il a envoyée à la presse et aux instances de son parti. Ici, contrairement au passé, il a avancé des arguments. «*Depuis lors, aucun bilan public de cet accord n'a été fait par le parti, qui s'accommode avec complaisance de l'abandon des réformes constitutionnelles et institutionnelles, tout en faisant campagne pour l'organisation des élections législatives dans des conditions plus que suspectes... Plus grave, de renoncement en renoncement, d'abandon en abandon, l'UFC apparaît aujourd'hui comme une béquille du pouvoir RPT/UNIR qui embastille sans scrupules les leaders de l'opposition démocratique*», indique la lettre.»

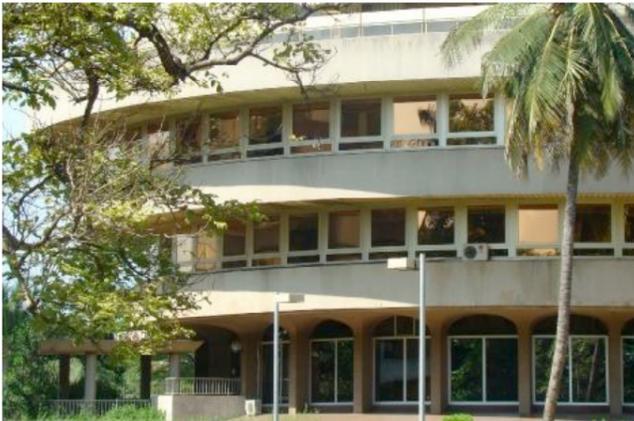
Ces arguments ont été balayés du revers de la main par les responsables de l'Ufc qui estiment «*qu'il pouvait conseiller le président à mieux faire puisque c'est son rôle*...». «*que les vrais raisons sont ailleurs*...» Surtout qu'il s'agit d'un «*éternel démissionnaire qui se cherche*». A quoi ? La question reste posée.

au titre de quelle opération. Les recettes publiques accroissent naturellement. Courant 2011, un Consultant a été recruté par la Banque mondiale ; il a fait l'état des lieux de ce qui avait été fait jusque-là et ressortait ce qui handicape le commerce extérieur au Port de Lomé ; principalement, les procédures trop longues. La sortie des marchandises au Port de Lomé accuse des retards, au grand dam des opérateurs. Les surcoûts du transit proviennent de la non-application des traités communautaires pour la facilitation des échanges des biens et services entre les pays, des retards et frais occasionnés par les douanes et les escortes, des prélèvements non justifiés de certains organismes et des barrages routiers qui retardent le transit avec les multiples interférences, contrôles et perceptions souvent illicites. Malgré les innovations importantes telles que l'introduction du SYDONIA++, permettant aux commissionnaires en douane de faire les déclarations par Internet, les douanes togolaises ont beaucoup à faire. Les pays voisins jouissent des résultats encourageants du Guichet unique du commerce extérieur. Le Togo, lui, n'a que son Guichet unique de formalités des entreprises (CFE). Reste aussi le Guichet unique du titre foncier, pour réduire les fraudes.

Pour le financement des programmes de l'Etat Le Trésor public togolais projette d'émettre un total de 160 milliards Cfa de bons en 2013

Jean Afolabi

Hormis l'émission de bons d'un montant de 25,000 milliards de francs Cfa opérée, valeur 1er février 2013, par la Banque centrale des Etats de l'Afrique (Bceao) pour le compte du Trésor public togolais, il est prévu pour le pays cinq autres opérations, étalées sur l'année 2013, pour un montant de 135,000 milliards de francs, soit un total de 160,000 milliards pour l'année. D'après le programme d'émission de bons et obligations du Trésor au titre de l'année 2013 rendu public par la



Le siège du Trésor public togolais

Banque centrale, il reste pour le Togo quatre autres émissions de bons et une d'obligations.

Les quatre émissions de bons - d'un montant de 25,000 milliards de francs chacune - sont attendue le 26 avril, le 26 juillet, le 18 octobre et le 18 décembre 2013. Elles sont toutes d'une valeur faciale de 100 000 francs, et d'un taux d'intérêts

multiples. En revanche, celles d'avril et d'octobre sont d'une durée de six mois, avec échéance respective le 23 octobre 2013 et le 16 avril 2014, alors que les émissions de juillet et de décembre sont d'une durée d'un an, avec échéance attendue le 23 juillet et le 15 décembre 2014. Outre les bons, il est prévu une émission d'obligations le 23 août, d'une valeur faciale de 10 000 francs, d'un taux d'intérêt de 6,5%, et d'une durée de cinq ans. L'échéance est donc attendue en décembre 2018, d'après la Banque centrale.

Par rapport à l'année en cours,

multiples. En revanche, celles d'avril et d'octobre sont d'une durée de six mois, avec échéance respective le 23 octobre 2013 et le 16 avril 2014, alors que les émissions de juillet et de décembre sont d'une durée d'un an, avec échéance attendue le 23 juillet et le 15 décembre 2014. Outre les bons, il est prévu une émission d'obligations le 23 août, d'une valeur faciale de 10 000 francs, d'un taux d'intérêt de 6,5%, et d'une durée de cinq ans. L'échéance est donc attendue en décembre 2018, d'après la Banque centrale.

Par rapport à l'année en cours, 2012 a connu trois émissions de bons de trésor, d'un montant de 20,000 milliards chacun, et deux émissions d'obligations. Le tout pour un montant de 108,074 milliards de francs.

A l'instar du Togo, dont les besoins en financement et les sollicitations augmentent, les autres Etats membres de l'Union monétaire ouest

africaine (Umoa) font davantage recours au marché financier régional en 2013. Le Trésor béninois y a prévu dix émissions de bons, pratiquement une tous les mois sauf novembre et décembre. Elles seront à taux multiples, d'une durée d'un an chacune, pour un montant total de 250,000 milliards. Le Burkina Faso s'attend à seulement quatre émissions de bons, à courte durée (3 mois), à taux multiples, et une d'obligations de 7 ans à 6,5%. Pour un total de 145,000 milliards de francs.

Bien loin devant, le Trésor public sénégalais sera plus présent sur le marché financier, avec vingt opérations, à savoir neuf émissions de bons et onze d'obligations, avec une durée variant entre un et sept ans, à taux multiples. Pour un total de 538,000 milliards de francs. Sauf qu'avec douze interventions sur le marché, six opérations de bons et autant pour les obligations, le Trésor de la Côte d'Ivoire va prélever un total de 600,000 milliards de francs. Avec sept émissions de bons, celui du Mali s'attend à récolter 184,000 milliards de francs.

Enfin le Niger n'interviendra sur le marché que trois fois, en février, mai et novembre, pour 75,000 milliards de francs de bons. Pendant que le programme d'émissions de la Guinée-Bissau n'est pas encore disponible au titre de l'exercice 2013, indique-t-on à la Banque centrale.

Publication des comptes nationaux 2007 et 2008

Le niveau de l'investissement national tiré vers le haut par le secteur privé

Le niveau d'investissement national (FBCF et variations de stocks) atteint 244,012 milliards de francs Cfa en 2007 et 290,421 milliards l'année suivante. D'après la comptabilité nationale, la FBCF est évaluée à 266,658 milliards de francs en 2008 contre 225,053 milliards l'année précédente. En volume, l'augmentation de la FBCF atteint 248,305 milliards de francs, en augmentation de 10,3% par rapport à 2007. Cet investissement est tiré par le secteur privé, notamment les sociétés non financières dont la part représente plus de 50% de la FBCF. L'investissement public estimé à 33,780 milliards en 2007 est passé à 48,649 milliards en 2008, soit une hausse de 44,0% en valeur. Le taux d'investissement national passe de 19,8% en 2007 à 20,1% en 2008.

Par nature, l'essentiel de la FBCF est constitué des services de constructions (64,7% en 2007 et 61,1% en 2008) et des machines et équipements (33,4% en 2007 et 37,6% l'année suivante). En 2008, la FBCF en construction est évalué à 163,017 milliards de francs contre 145,251 milliards en 2007, soit une hausse en valeur de 12,2%. L'investissement en achat de machines et biens d'équipements est aussi en forte progression par



rapport à 2007. Il passe, d'après les chiffres statistiques, de 75,149 milliards en 2007 à 98,330 milliards en 2008, soit une augmentation en valeur de 30,8%.

Une analyse par secteur institutionnel montre que la part des Sociétés non financières (SNF) est plus importante dans la formation brute de capital fixe du pays en 2007 et en 2008 (54,3% et 50,1% respectivement). Les SNF, pour leur part, ont enregistré une progression de leur FBCF entre 2007 et 2008. Elle est passée de 122,176 milliards de francs en 2007 à 133,639 milliards l'année suivante. Cet investissement est consacré à l'essentiel à la construction de

nouveaux bâtiments, aux grands travaux d'entretien, d'aménagement de sites ou de réparation de bâtiments (67,028 milliards), à l'achat de machines et biens d'équipements (61,982 milliards).

Les Sociétés financières ont, elles, presque doublé leurs investissements par rapport à 2007, constate la direction générale de la Statistique. Les chiffres passent de 7,064 milliards de francs à 15,539 milliards en 2008, soit une hausse de 120,0% due aux travaux en cours des immobilisations. Les BTP représentent 12,283 milliards de francs de cette FBCF des sociétés financières.

Sur le marché interbancaire de l'UMOA Plus de 10 milliards Cfa de prêts et 6 milliards Cfa d'emprunts enregistrés au Togo début février

En tout 10,500 milliards de francs Cfa de prêts et 6,000 de francs d'emprunts ont été enregistrés par les banques et établissements de crédit de la place Togo au cours de la période du 30 janvier au 5 février 2013. D'après la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), les prêts et les emprunts du Togo portent sur un total de 72,840 milliards de francs de prêts enregistrés dans six des huit pays de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) et autant pour les emprunts, enregistrés, cette fois, dans sept des huit pays de l'Union.

Les prêts du Togo sont notamment à un jour pour 4,500 milliards de francs et une semaine pour 5,000 milliards de francs. Les emprunts sont également à six mois pour 3,000 milliards de francs. A un jour, les taux moyen pondéré et minimum sont ressortis respectivement à 4,00% et 3,75%. Le taux maximum est fixé à 4,50%. A une semaine, ces mêmes taux sont ressortis respectivement à 3,32%, à 3,00% et à 5,75%. Les emprunts, à six mois, sont flanqués des mêmes taux mais à un niveau unique de 7,00%.

Au cours de la même période,



les banques ivoiriennes ont enregistré le plus de prêts, à 46,090 milliards, contre 3,090 milliards de francs pour les emprunts. Les emprunts sont, entre autres, à trois mois pour 1,000 milliard de francs, aux taux moyen pondéré, minimum et maximum identiques de 5,00%. Les banques du Burkina Faso ont enregistré le plus d'emprunts, à 40,000 milliards de francs, contre 1,850 milliard pour les prêts. Ces derniers sont également à deux semaines, pour 1,000 milliard de francs. Les taux moyen pondéré et minimum sont fixés respectivement à 5,74% et à 5,50%. Le taux maximum est à 6,00%.

Après le Burkina Faso, les banques du Sénégal ont enregistré plus d'emprunts, à 12,750 milliards contre 7,400 milliards pour les prêts. Les emprunts sont également à un mois, pour 6,400 milliards de francs, aux taux de 4,60%, de 4,00% et de 5,75%. Le Mali n'a enregistré aucune opération sur le marché interbancaire de l'Union, tandis que la Guinée-Bissau n'a enregistré que des emprunts, à 1,000 milliard de francs. Les banques du Bénin ont enregistré des prêts à 3,000 milliards et le double pour les emprunts, alors que les banques nigériennes ont enregistré 4,000 milliards pour les prêts, et autant pour les emprunts.

A la suite de son emprunt 6,50% 2007-2014

Togo Télécom paye aujourd'hui plus d'un milliard de Cfa d'intérêts aux souscripteurs

La société publique de téléphonie Togo Télécom procède ce 15 février 2013 au paiement de plus de 1,150 milliard de francs Cfa des intérêts semestriels et au remboursement partiel du capital de son emprunt obligataire 6,50% 2007-2014 effectué sur le marché financier de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Umoa), rapporte l'agence Ecofin. Selon les dirigeants de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) cités le 24 janvier dernier par l'Agence de presse africaine (APA), le montant global net



Sam Bikassam, Directeur Général de Togotélécom

d'impôts à décaisser par cette société de téléphonie togolaise s'établit à 1 154 005 479 de francs.

C'est en effet le 21 novembre 2007 que le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) de l'Umoa, qui est le régulateur des marchés financiers ouest africains, avait autorisé Togo Télécom à émettre un emprunt obligataire d'un montant de 20 milliards de francs pour 2 millions d'obligations d'une valeur nominale de 10 000 francs Cfa le titre. Avec une durée de 7 ans allant de 2007 à 2014 et un taux d'intérêt annuel de 6,50%, l'emprunt a été couvert à 100%.

Production de maïs

Le gouvernement béninois vise près de 2 millions de tonnes avant 2015

Le Gouvernement béninois envisage d'accroître la production annuelle de maïs pour passer de 931 599 tonnes en 2007 à 1,9 million de tonnes en 2015, de manière à améliorer les niveaux de consommation des populations. "Il s'agit plus spécifiquement de relever le niveau de productivité actuel du maïs en agissant à la fois sur les superficies et les rendements, et d'améliorer les infrastructures de stockage et de conservation, ainsi que les procédés de transformation, afin de minimiser les fluctuations inter-saisonnières sur les marchés", a

expliqué le directeur de cabinet du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, le Dr Idrissou Touré Yacoubou cité par Chine nouvelle. "L'importance de cette céréale pour la sécurité alimentaire n'est donc plus à démontrer. En dépit des conditions favorables dont jouit la culture, force est de constater que la production de maïs connaît une évolution en dents de scie qui fait fluctuer son solde vivrier dans des proportions parfois inquiétantes. Ce qui fait peser des menaces tant sur la sécurité alimentaire que sur les revenus des producteurs" a-t-il

souligné.

Outre les aléas climatiques et les phénomènes cycliques de mévente de ce produit, a-t-il poursuivi, "cette situation s'explique entre autres par la non disponibilité d'engrais spécifiques dans un contexte de dégradation constante des terres et de faible disponibilité de semences de bonne qualité". Le maïs est la céréale la plus consommée au Bénin loin devant le riz et le Sorgho. "Il devient dès lors urgent d'engager des actions en faveur de la filière afin d'améliorer sa contribution à la sécurité alimentaire et aux revenus des producteurs", a-t-il souhaité.

FOOTBALL/ CLASSEMENT FIFA

Le Togo se repositionne après la CAN 2013

Attendu tous les mois par les amateurs du ballon rond, le classement des sélections nationales de la FIFA pour le mois de Février a enfin été dévoilé. Placé sous le signe de la CAN 2013, ce classement permet au Togo qui a disputé son premier quart de finale de gagner 10 places et d'occuper désormais le 67e rang mondial. Nouveau champion d'Afrique, le Nigeria grimpe, alors que de son côté l'Algérie paye sa CAN complètement manquée.

Attendu tous les mois par les amateurs du ballon rond, le classement des sélections nationales de la FIFA pour le mois de février a enfin été dévoilé. La Coupe d'Afrique des nations 2013 à peine terminée avec le sacre du Nigeria, l'heure est déjà au bilan pour les sélections. Au niveau mondial, pas de quoi donc modifier radicalement la hiérarchie et c'est donc logiquement que le podium reste inchangé. L'Espagne reste toujours sur la plus haute marche devant l'Allemagne et l'Argentine. Au niveau du continent africain en revanche, la CAN a apporté des changements significatifs au classement. Malgré son élimination en quart de finale de la compétition, le Togo récolte dix places après son quart de finale perdu contre le Burkina Faso et se hisse à la 67e place mondiale et 14e place africaine. Les Etalons, finalistes malheureux, progressent de 37 rangs et pointent maintenant à la 9e place sur le continent. Grâce au 3e titre continental de son histoire, le Nigeria, 30e mondial avec 22 places de gagnées, a mis fin à 19 années de disette et réalisé un bond significatif au classement, at-



teignant ainsi son meilleur classement depuis août 2010. La Côte d'Ivoire, éliminée en quart de finale conserve son statut de référence. Les Eléphants, première nation africaine, gagnent encore deux places pour se retrouver 12e, juste derrière la Grèce et la Russie. Le top 10 tend les bras aux hommes de Sabri Lamouchi.

Deuxième nation du continent avec le début de la CAN, l'Algérie paye de son côté son tournoi désastreux et se retrouve désormais à la 5e place africaine et 34e mondiale.

Le top 20 africain

1 Côte d'Ivoire (12e), 2 Ghana (19e), 3 Mali (25e), 4 Nigeria (30e), 5 Algérie (34e), 6 Tunisie

(42e), 7 Zambie (47e), 8 Centrafrique (51e), 9 Burkina Faso (55e), 10 Afrique du Sud (60e), 11 Sierra Leone (61e), 12 Libye (62e), 13 Cap Vert (63e), 14 Togo (67e), 15 Egypte (70e), 16 Guinée (73e), 17 Maroc (74e), 18 Gabon (75e), 19 Cameroun (79e), 20 Sénégal (82e).

CAN 2013/ BILAN

Le Nigeria, le Burkina, le Togo...les grands gagnants

La CAN 2013 en Afrique du Sud s'est achevée dimanche soir avec le sacre du Nigeria face au Burkina Faso (1-0) à Johannesburg. Place à présent de relever les principaux enseignements de la compétition sud-africaine, la 29e édition

Cette CAN 2013 nous a offert un nouveau champion d'Afrique le Nigeria. Elle a été moins spectaculaire que les précédentes éditions en terme de but. Alors qu'on attendait la Côte d'Ivoire de Didier Drogba ou le Ghana d'Asamoah Gyan sur le toit de l'Afrique c'est finalement les Super Eagles de John Obi Mikel qui ont saisi le précieux trophée, le 3e de leur histoire.

Le Nigeria : un champion logique

Malgré son absence à la CAN 2012 au Gabon et en Guinée-équatoriale, le Nigeria faisait partie des favoris de la compétition car ils ont passé les poules à 14 reprises en 17 participations. Et ce fut le cas pour l'édition 2013. Les hommes de Stephen Keshi ont terminé 2e derrière le Burkina Faso dans le groupe C. En quarts de finale, les Super Eagles ont éliminé le grand favori la Côte d'Ivoire (2-1).

Revigorés par cet exploit, les Nigériens liment le Mali en demi-finale (4-1) et maîtrisent le Burkina Faso en finale (1-0) pour ajouter une 3e CAN à leur palmarès après 1980, 1994 et 2013. C'est avec une nouvelle génération de joueurs que Stephen Keshi a construit son succès emmené par Emmanuel Emenike, Victor Moses, Brown Ideye et Sunday Mba qui ont tous participé à leur premier CAN. Un pari réussi pour le sélectionneur

local.

Le Burkina Faso, le Togo et le Cap Vert : les révélations du tournoi

Le pays des hommes intègres a surpris tout le monde en atteignant pour la première fois de son histoire la finale d'une CAN. Ça été la CAN des premières pour les hommes de Paul Put qu'ils n'avaient jamais gagné un match en phase finale de la compétition continentale en dehors de leur base depuis 1998. Il a fallu donc attendre la deuxième journée de la phase de poules et une large victoire face à l'Ethiopie (4-0) pour mettre fin à cette série grâce à un grand Alain Traoré qui a réalisé un doublé dans cette rencontre.

Terminant en tête de sa poule, les Etalons battent le Togo (1-0, ap) en prolongations à l'issue d'un quart de finale très équilibré grâce à Jonathan Pitroipa. En demi-finale, les Burkinabés sortent le Ghana au tirs au but avec un énorme Astride Bancé et Charles Kaboré. Le rêve prit fin avec beaucoup de regrets face au Nigeria en finale (1-0). Cette performance va permettre à ce pays de se rapprocher des grandes nations africaines de football.

Pour la première fois de leur histoire, les Eperviers du Togo d'Emmanuel Adebayor et les Requins Bleus du Cap Vert de Platini ont atteint les quarts de finale de la compétition continentale. Pour en arri-

ver là, les deux sélections ont du se débarrasser deux cadors du football africain l'Algérie et le Maroc qui sont passés à côté de leurs tournois.

La Côte d'Ivoire, la Zambie, l'Algérie : les déceptions

La malédiction continue pour la Côte d'Ivoire qui a une nouvelle fois laissé passer une chance de remporter une deuxième CAN après celle de 1992. Avec un Didier Drogba en petite forme dans ce tournoi, les Eléphants n'ont pas réussi à se qualifier pour la finale. Solides en poules avec un grand Gervinho et Yaya Touré, les hommes de Sabri Lamouchi ont connu un jour sans au plus mauvais moment de la compétition lors de la phase éliminatoire face au Nigeria en quarts de finale avec une défaite fatale (2-1).

La Zambie n'a pas confirmé son exploit de l'édition 2012. A l'image de sa qualification laborieuse pour celle de 2013 au tirs au but face à l'Ouganda, les hommes d'Hervé Renard n'ont jamais su retrouver leur rythme de croisière. De plus, les coéquipiers de Christopher Katango ont été gênés par une pelouse indigne pour cette épreuve, le fameux bac à sable de Nelspruit. Avec tous ses paramètres là, c'était difficile de faire mieux qu'au Gabon et en Guinée Equatoriale.

Et que dire de l'Algérie, deuxième nation africaine au classement FIFA.

Après des éliminatoires de bonnes factures, les Fennecs ont été en manque d'inspiration lors de la phase finale de la compétition. Les cadres de cette sélection ont manqué leur rendez-vous. A l'image des attaquants Islam Slimani et Hilal Soudani qui se sont montrés muets contre la Tunisie et le Togo. Ou bien Sofiane Feghouli et Foued Kadir qui ont du mal à organiser le jeu.

Le meilleur joueur

Finaliste malheureux de la CAN 2013 avec le Burkina Faso face au Nigeria (1-0), dimanche soir, Jonathan Pitroipa a malgré tout obtenu le titre de meilleur joueur de la compétition en Afrique du Sud. Une consécration qu'il a reçu à l'issue de la rencontre. Son but face au Togo en quarts de finale a permis à son pays d'atteindre les demi-finales.

Le meilleur buteur

Avec 4 réalisations au compteur, l'attaquant nigérian du Spartak Moscou Emmanuel Emenike a été élu par la CAF meilleur buteur de la CAN 2013 en Afrique du Sud. Il succède au Zambien Emmanuel Mayuka. Son coup franc surpuissant face à la Côte d'Ivoire a entraîné la chute d'un favori.

L'Equipe-type

Enyeama - Ambrose, B. Koné, Neves, Tamboura - S. Keita, Obi Mikel, Pitroipa - Moses, Emenike, Gyan.

Avec afrik-foot

ITALIE/

El-Shaarawy récompensé par l'AC Milan

En l'espace de six mois, l'AC Milan est passé d'un club à l'effectif considérablement amoindri avec les départs conjugués d'Ibrahimovic, Thiago Silva puis Pato à une formation possédant l'un des duos d'attaque les plus excitants d'Europe. Avec le recrutement de Mario Balotelli, les Rossoneri ont en effet constitué une sacrée paire. Car la première partie de saison a marqué l'avènement de Stephan El-Shaarawy.

L'international italien de 20 ans a inscrit 15 buts en 24 matches de Serie A, tous disputés dans la peau d'un titulaire. Disparue, l'imposante ombre de Zlatan Ibrahimovic. Il Faraone a pris son envol et c'est tout l'AC Milan qui en profite. Du coup, les dirigeants lombards sont très attentifs à la situation contractuelle du joueur. Il y a un an et demi, il avait vu son contrat être prolongé d'un an avec un salaire annuel de 600 000 euros.

Puis l'été dernier, au regard d'un rôle qui allait devenir plus important, l'AC Milan lui a offert une nouvelle revalorisation, à 800 000 euros par an, avec un an supplémentaire à la clé. Avec la première partie de saison de folie réalisée par l'Italien, le club lombard a décidé de blinder sa pépite, comme le rapporte la Gazzetta dello Sport. Adriano Galliani a rencontré le représentant du joueur hier.

Et la réunion a débouché sur un nouvel accord. Encore un an supplémentaire, ce qui nous amène jusqu'en 2018, soit le maximum autorisé par les lois italiennes (5 années de contrat au plus). Mais surtout un salaire revalorisé à 3 M€ par saison, plus des bonus. L'officialisation devrait intervenir d'ici la fin du mois. Une excellente nouvelle pour l'AC Milan, qui ne lâchera pas de sitôt sa nouvelle garde.

TURQUIE/

Feu vert pour Drogba avec Galatasaray

Didier Drogba va bientôt faire ses grands pas sous ses nouvelles couleurs du Galatasaray. Ce mercredi, l'international ivoirien a été autorisé par la FIFA à jouer avec la formation turque. Alors que le transfert du capitaine de la sélection nationale ivoirienne est toujours contesté par le Shanghai Shenhua, l'instance a accordé une licence temporaire à l'ancien de Chelsea pour jouer sous ses nouvelles couleurs.

"L'autorisation de la FIFA est arrivée hier (mardi, ndr). Il n'y a pas de problème, Drogba pourra jouer vendredi." c'est en ces termes qu'une source à la Fédération turque de football (TFF) a confié à l'AFP la décision de la FIFA d'octroyer une licence temporaire à Didier Drogba pour que l'international ivoirien, qui a quitté le Shanghai Shenhua lors du mercato d'hiver, puisse jouer avec sa nouvelle équipe de Galatasaray.

Alors que la formation chinoise conteste toujours les conditions dans lesquelles l'ancien buteur des Blues est parti, le Galatasaray SK a déjà fait savoir sur son site officiel que "la licence temporaire de Didier Drogba est prête." Le natif d'Abidjan pourrait donc faire ses grands débuts dans le championnat turc lors de la 22e journée ce vendredi face à Akhisar Belediyespor.

Un premier pas avant le grand retour de l'ancienne idole de l'Olympique de Marseille en Ligue des Champions. Ce sera mercredi, pour le compte d'un huitième de finale aller qui s'annonce explosif face à Schalke 04. L'occasion de voir le capitaine de la Selefanto retrouver les pelouses européennes après avoir décroché le titre la saison dernière avec Chelsea.

moovcommuniqué



Atlantique Telecom Togo a le plaisir de vous informer que sa Direction Générale précédemment située à Deckon au 225, Boulevard du 13 Janvier, est désormais transférée à Bè Kpota à l'adresse suivante :

Lomé, Boulevard de la Paix, Immeuble Moov, BP 14511
Téléphone : (+228) 22 20 01 01
Fax : (+228) 22 20 13 23
Courriel : secretariatdg@moov.tg

Elle profite de l'occasion pour formuler ses meilleurs vœux pour 2013.

La Direction Générale



www.moov.tg

Service Client : 777 (gratuit) ou 0909 7777 (payant)



REPERES

La ministre N'tifa sensibilise les siens

Le week-end dernier, la ministre de l'action sociale a sensibilisé la population d'Agou sur le prochain recensement électoral.

L'étape d'Agou Kadjagan a été l'apothéose d'une série de sensibilisation entamée par la ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale, Afi Noutifa Amegnon. A Agou Kadjagan, dans le village d'origine de la ministre, elle a convié toute la population à se faire recenser pour les échéances électorales prochaines. "Nous avons échangé avec eux par rapport aux échéances électorales qui vont arriver bientôt. Nous les avons instruits pour que toute la population âgées de 18 ans et plus puissent sortir massivement pour s'inscrire afin d'avoir la nouvelle carte électorale" a déclaré la ministre de l'action sociale.

4 nouveaux tanks satisfaire les besoins de sa clientèle

Le 07 Février dernier, la brasserie BB de Kara a réceptionné quatre nouveaux tanks destinés à renforcer sa capacité de production pour satisfaire les besoins des consommateurs.

L'implantation de ces quatre tanks, pour la fermentation et la garde de la bière, est la deuxième phase du programme de restructuration entamée au sein de l'usine de Kara depuis 2011. L'installation de ces quatre tanks d'une capacité chacun de 800 hectolitres, permettra à l'usine de porter sa capacité de production qui était de 120.000 à 200.000 hectolitres. "Toujours à l'écoute de sa clientèle, la brasserie BB qui sait toujours répondre à l'attente des consommateurs, les rassure que des investissements se font et se feront afin de garantir une meilleure prestation et une meilleure et suffisante production pour le label qualité", a déclaré M. Mensah, un des responsables de la brasserie.

Les élèves filles à l'honneur

Afin de promouvoir les jeunes élèves à s'intéresser aux mathématiques, l'Association Amour de la Jeune fille pour la Science et la Technologie (AJFST) dont la marraine est Mme Aka Amivi Jacqueline a procédé au lancement officiel du concours Miss Mathématiques 2013 ayant pour thème "aidons nos élèves filles à s'intéresser aux sciences et s'inscrire nombreuses dans les filières scientifiques et économiques."

C'est un projet qui regroupe 21 établissements scolaires et va permettre à 900 élèves filles de niveaux CM2, 3e et 1re de compétir dans les épreuves qui ne seront pas du genre classique.

Il y aura trois sélections à savoir le 13 février, 23 février et 16 mars avec 3 prix pour chaque niveau. Au finish, la miss et la dauphine de chaque niveau seront primées.

Selon Zankpé Kwami, président de AJFST, "nous voulons sensibiliser et appuyer le gouvernement dans l'orientation de la jeune fille dans les filières scientifiques au regard de leur faiblesse dans ces séries."

Le CAID sensibilise les Togolais

La Cellule d'appui aux initiatives de développement (Caid) Afrique a organisé une conférence de presse le mardi 12 février 2013 à Césal à Lomé.

Depuis sa création au Togo, le Caid (Afrique), selon les responsables de cette association, a réalisé plusieurs projets dont : un projet de culture attelée dans la région centrale, une création d'échanges entre les étudiants Togolais et Français, une initiation de la coopération entre la ville de Lomé et la communauté urbaine de Lyon, organisation de 2 participants du Togo à la foire internationale de Lyon, etc.

Pour le président du Caid, M. Octave Olympio "Le Caid appelle à la mobilisation de la population pour les élections législatives et locales. Nous voulons expliquer à la population qu'elle a le droit et le devoir de s'inscrire sur les listes électorales pour les prochaines élections législatives". Rappelons que le Caid (Afrique) est une association créée en France depuis 1993 et installée au Togo en 1996.

La loi sur la communication électronique modifiée

Deux mois après le vote de la loi sur la communication électronique, les élus du peuple se sont réunis pour modifier la loi N° 2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques.

Cette modification intervient pour clarifier les compétences entre la haute autorité de l'audiovisuel et de la communication et le ministère de la communication. Le régime de l'autorisation et de la déclaration est de la compétence de l'autorité de régulation, par contre la licence est du ressort du ministère chargé de la communication électronique. Le ministre des postes et télécommunication s'est félicitée de la modification de cette loi. Pour la ministre Cina Lawson, "la modification apportée à cette loi constitue un axe important pour le secteur des communications électroniques. Car elle distingue de façon claire les domaines de compétences du ministère de celui de l'autorité de régulation". Le président de l'Assemblée nationale, Abass Bonfoh, qui a dirigé les travaux, a jugé cette loi opportune pour le Togo qui se conforme aux normes de la Cedeao et de l'Uemoa dans le domaine de la télécommunication.

Littérature

Sami Tchak et Etonnants voyageurs à Brazzaville

L'écrivain togolais Sami Tchak, le plus prolifique sur le plan de la production romanesque, est présent à Brazzaville dans le cadre du festival Etonnants Voyageurs, qui, à cause du conflit au Sahel, a déserté le Mali depuis quelques années et se réalise hors d'Afrique. Sami Tchak y présentera, aux côtés de plus de 9 dizaines d'écrivains invités, son dernier roman, *Al Capone le Malien*

La présente édition entame son retour en Afrique. Et les Congolais visent de refaire de leur pays un carrefour de la littérature en Afrique, du temps des grands Tchikaya U'Tamsi, Henri Lopez et Sony Labou Tansi, alors qu'on assiste à une floraison de romanciers de talents africains.

"Beaucoup de manifestations ont été organisées sur l'Afrique, mais trop souvent hors d'Afrique, privant, hélas, toute une jeunesse en éveil de la possibilité de l'échange, et donc de l'opportunité

de dire un mot sur le monde, en face du monde et avec le monde", note Alain Mabanckou, incontournable sur la scène littéraire de son pays.

"La littérature, la musique, le cinéma sont autant de domaines où s'affirment de plus en plus une génération de créateurs qui rêve d'une Afrique consciente de marquer par l'imaginaire ce que sera notre humanisme", a-t-il écrit.

Ces années dans l'espace francophone, on assiste à l'émergence de nouvelles voix telles que Léonora Miano (Goncourt des Lycéens, 2006) Alain Mabanckou (Prix des Ouest-France/Etonnants Voyageurs 2005; prix Renaudot, 2006), Kossi Efoui et Wilfried N'Sondé (respectivement prix des Cinq Continents de la Francophonie, 2007 et 2011), Gilbert Gatore (prix Ouest-France/Etonnants Voyageurs 2008).

L'édition d'Etonnants Voyageurs



Sami Tchak

à Brazzaville (du 14 au 18 février), confirmera la place du Festival dans cet élan et aura pour ambition d'illustrer cette vitalité de l'imaginaire à travers le monde. Une centaine d'auteurs, de cinéastes et de musiciens d'Afrique et des quatre coins du globe diront non seulement ce continent qui bouge, mais aussi

celui qui naît sous nos yeux.

"Brazzaville redeviendra le carrefour des Lettres africaines qu'il fut jadis avec la revue *Liaison* et la consécration des voix majeures comme Tchikaya U Tam'si, Sony Labou Tansi, Henri Lopes ou Emmanuel Dongala...", écrit Mabanckou.

Exposition

Performance d'Anne Tismer au Goethe Institut

Au centre de meubles de restau sur lesquels s'érigent ou se posent des espèces de bouteilles et d'effets de tables tissés en laine. Puis dans les positions latérales de la pièce, des ustensiles de cuisine tissés également en laine. Sur le mur tiennent 3 dessins coloriés, faux tableaux de peinture. Au fond, contre le mur, une projection vidéo mettant en scène une rue à la voix bruyante et méchante, une enseignante de restau au goût kitsch, une gargote.

Des voitures et des motos qui passent, pétaradantes. Puis, toujours dans la vidéo, une jeune femme à la marmite sur une gazinière. Elle prépare Akpan, ces boules de pâtes de maïs amidonnées. Puis une jeune fille en train de mettre dans un emballage les pâtes chaudes. Gestes répétitifs. Puis, la vidéo met en scène la restauratrice en train d'exécuter une joyeuse danse au rythme d'une musique ivoirienne. Enfin une plage avec le bruit



roucoulant et apaisant des vagues de mer. Nous voici dans l'univers d'Anne Tismer, en réalité une de ses performances.

Un univers banal d'un quotidien banal que cette Allemande, une performeuse, représente hier au Goethe Institut. Que signifie cette représentation somme toute banale, d'une extrême banalité, mariant la vidéo et l'artisanat ?

L'art contemporain est devenu quelque chose d'assez incompréhensible, insaisissable pour le commun des mortels. L'art dans son sens traditionnel y perd son latin. Et c'est à cela que nous convie Anne Tismer. Qu'est-ce qu'en définitif l'art si ce n'est que représentation de la vie ?

Anne Tismer naît à Versailles et grandit en France, en Hollande, en Espagne, aux États-Unis et en Allemagne. Après des études de droit et de chinois et d'arts dramatiques pendant trois ans à Vienne, elle apprend le travail de performeuse en travaillant avec John Bock. Elle travaille notamment à partir de ses propres textes pour ses actions comme Bongani, Hitlerine et Woyzickine, qu'elle présente un peu partout en Europe notamment entre 2005 et 2008 au Ballhaus Ost (qu'elle a fondée avec des amis). Depuis 2008 elle travaille régulièrement avec Joel Ajavon, Jean Frédéric Batassé, David Ganda, Nadège Wilson, Lili Avouzouba et d'autres peintres, écrivains, plasticiens et performeurs au Togo.

En 2009, Anne Tismer reçoit en Belgique le Prix special de la critique Théâtre et Danse, elle est la première étrangère à recevoir ce prix. Anne Tismer vit et travaille à Lomé, Bruxelles et Berlin

Festival

Mine de crayon du 12 au 17 mars prochain

Le Festival de dessin "Mine de crayon" aura lieu du 12 au 17 mars prochain au Goethe Institut, ont annoncé les organisateurs lors du lancement le 12 février dernier à l'Institut Goethe, où se déroulera d'ailleurs le festival.

Le thème de cette 3ème édition

est "Éducation de la jeune fille". Nous voulons à travers le dessin sensibiliser les populations à permettre à la jeune fille de s'exprimer. Elle peut faire tout ce que l'homme peut faire, c'est pour cela que l'éducation de la jeune fille est importante", selon Koudjo Bossou, le Directeur du festival,

LE RETOUR EN FORCE DE TOVIA



est "Éducation de la jeune fille". Organisé par, l'association Or Noir, Africa et Diaspora et le magazine satirique "Pipo", le Festival "Mine de crayon" est un festival de dessin (le dessin n'est plus intégré aux arts plastiques), qui fait appel aux dessinateurs et aux caricaturistes, notamment de presse.

"Nous sommes conscients qu'éduquer une fille, c'est éduquer

désireux de "sensibiliser les populations sur la nécessité d'éduquer une fille".

Dessinateurs, caricaturistes, portraitistes, auteurs de BD, seront au rendez-vous de mars. Des expositions d'œuvres d'art, des ateliers, des rencontres professionnelles, des concours scolaires de dessins vont également meubler ce festival.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJIA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLAG.

5 millions de Fcfa de Moov-Togo

Pour le Programme Excellence Jeunes

Etonam Sossou

La Société de téléphonie mobile Moov-Togo, a renouvelé son appui financier, le 12 février 2013, au Programme Excellence Jeunes à hauteur de 5.000.000Fcf. Djibril Ouattara, Directeur Général de Moov-Togo, a souligné qu'il est important de soutenir l'éducation. "L'écho que nous avons reçu d'eux depuis l'Afrique du Sud, nous encourage à leur réaffirmer notre soutien. En participant à la contribution de la qualité, nous poursuivons notre ambition d'être une entreprise citoyenne", renchérit-il.

En effet, selon les responsables de ce programme les étudiants ont occupé les six premières places de leur promotion à la fin de l'année écoulée. A côté de la remise du chèque, il a été proposé une visite guidée des locaux techniques et informatiques, situés à Agoé

Télessou, aux six étudiants lauréats. Namtchougti Nimombé Véronique, étudiante en télécommunications et Réseaux à Prétoria, lauréate du Programme Excellence Jeunes a remercié Moov-Togo, pour son assistance, et a promis au nom de tout le groupe qu'ils vont brillamment terminer leurs études.

Le Programme Excellence Jeunes, a pour ambitions d'identifier et de suivre des jeunes africains aux cursus scolaires prometteurs, de leur transmettre la culture de l'excellence, afin qu'ils puissent incarner un nouveau modèle d'entrepreneurs africains avec une vision et une éthique commune. Il se veut également un créneau d'accompagnement des jeunes en matière d'éducation dans un programme conçu pour développer leurs sens de l'entrepreneuriat et du leadership, et leur volonté de servir l'Afrique.



Les bénéficiaires tenant le chèque

Il sélectionne les jeunes en classe de Terminale qui se préparent pour le BAC2. Et, pour être éligible par le PEJ, tout candidat

ayant un bon dossier académique (minimum 12 de moyenne depuis la classe de 3ème sans redoublement) et proposer par

écrit un projet de vie ou d'entreprise à caractère innovant qu'il faut défendre devant un jury. Ces jeunes bénéficient d'une bourse

d'étude complète d'excellence pendant toute la durée de leur cursus et de l'accompagnement d'un mentor. Les centres d'enseignement supérieurs participant au programme sont sélectionnés en fonction de leur réputation, leur prestige, la qualité de leur enseignement.

Le Togo a été retenu comme pays pilote du projet. Les candidats qui ont été sélectionnés étudient actuellement dans les prestigieuses Universités sur le continent, notamment au CESAG, à l'école de médecine de Thiès au Sénégal, en Afrique du Sud et au Burkina Faso. Et, d'autres candidats sont inscrits dans les universités locales.

Ce programme est conçu à partir de plusieurs constats : le 1er, la baisse du niveau d'éducation au Togo. Le 2ème, c'est que pour relever le défi qu'impose le développement, il faut des ressources humaines et des talents. Et le 3ème, c'est qu'on ne peut pas avoir autant de jeunes et ne pas miser sur l'émergence des talents à travers les formations de qualité.

Le Réseau Excellence est une association qui répond à un profond désir de contribuer au développement du Togo en mobilisant une génération de Togolais autour d'un idéal d'excellence.

Société

La dure réalité des enfants de rue

Entre oisiveté et petits métiers, le quotidien de ces jeunes n'est pas aisé et demande beaucoup de courage.

Devant l'église saint Augustin d'Amotivé, il est 21h 30. Les rues sont désertes. En cette nuit du mardi 12 février, le temps est propice aux petites balades nocturnes, à cause de la chaleur. Malgré cette heure tardive, quatre petits garçons, dont l'âge varie entre 10 et 15 ans, errent dans la rue. Avec des tenues légères et des sandales visiblement

Après une heure de vagabondage, ces jeunes qui communiquent en "évé" échouent au lieu dit "Agbadahonou". Ici, ils installent leurs cartons à même le sol et se couchent, les mains entre les cuisses, comme pour se protéger du froid. Pas de drap ni de couverture. Leurs petits corps sont livrés aux intempéries de la nuit. Et ils sont nombreux

à la recherche du pain quotidien. Face pharmacie du boulevard il est bientôt 12h ce mercredi 13 février. Les feux sont au rouge. Entre les véhicules stationnés, deux petits garçons mal vêtus et visiblement abattus par la famine. La petite main tendue, ils font le tour des automobilistes, quémendant une pièce. L'exercice n'est pas aisé puisque ce n'est qu'après 30 minutes de quête que l'un des garçons a pu avoir sa première pièce du jour : 50 F. Pas grand-chose pourrait-on croire. Mais beaucoup pour lui. D'ailleurs, c'est le sourire aux lèvres desséchées, qu'il se dirige au petit trot vers la première vendeuse de beignets du coin.

Leurs histoires sont plutôt tristes pour la plupart : "Je suis dans la rue depuis la mort de mes parents. Je vivais d'abord avec mes oncles, mais tous les jours, ils m'accusaient de vol alors que je ne volais pas. Il y avait aussi leurs enfants à la maison, mais ils ne les soupçonnaient jamais. Tout ce qui disparaissait à la maison, c'était moi et j'ai préféré partir de la maison", raconte Mawunyo K.

Il explique aussi que le ministère des Affaires sociales lui avait permis de rentrer en famille, il y a quelque temps. Mais une fois encore, il n'a pas pu supporter les humiliations. Un autre, Victor R., explique qu'il a quitté son village natal pour "se chercher à Lomé". Mais après un séjour en prison, il pense comme beaucoup d'autres d'ailleurs, que leur vie, c'est dans la rue. Ainsi, les rues de Lomé sont encombrées de jour comme de nuit par ces enfants. Ils en font leur habitat et leur dortoir.



raccommodées à maintes reprises. Ils semblent cheminer sans destination, chacun muni de morceaux de cartons. Ces enfants fument une espèce de cigarette dont ils sont les seuls à connaître la composition et les effets. Ces garçons sont des enfants de la rue. Ils divaguent à longueur de journée et dorment le soir à la belle étoile, généralement là où la nuit les aura trouvés. L'un d'eux explique : "quand il ne se fait pas encore trop tard, on se balade au centre ville. On s'arrête parfois devant les boîtes de nuit où les bars pour passer le temps. Vers 2h du matin, lorsque tout est fermé, chacun cherche où dormir et le matin on se débrouille comme on peut pour trouver quelque chose à manger", affirme-t-il, décontracté.

dans cette situation. Dans les environs, une dizaine d'autres enfants sont endormis là, enfouis dans des sacs plastiques pour les uns et dans des coupons de tissus pour les autres. Un ancien de la rue, Edem, 20 ans, surnommé "Fofa", explique que "c'est sur les vérandas des immeubles que la majorité des enfants de la rue de Lomé dorment. Il y a dix ans, il fallait payer des taxes aux aînés pour pouvoir se coucher dans ces lieux. Dans le cas contraire, ils vous tabassaient copieusement. Mais actuellement qu'ils font des petits jobs rémunérés en journée, ils ne torturent plus trop les nouveaux".

Après une nuit sans sécurité aucune, les enfants de la rue se jettent chacun dans son domaine,

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1151 DE LOTO BENZ DU 06 FEVRIER 2013

Nous sommes le mercredi 13 Février 2013 et le tirage de Loto Benz auquel nous prenons part, porte le N°1152.

Lors du dernier tirage de Loto BENZ, des gagnants de gros lots ont été enregistrés à LOME et à NOTSE.

Ainsi, les opérateurs 2204 et 2222 basé à NOTSE ont recensé un lot de 500.000F CFA et un gros lot de 1.075.000F CFA.

A LOME, ce sont un lot de 500.000F CFA, deux lots de 750.000F CFA et un gros lot de 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de parieurs qui ont tenté leur chance sur les points de vente 3731, 3759, 7653 et 7441.

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

**Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !**

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1152 de LOTO BENZ du mercredi 13 Février 2013

Numéro de base

02

16

69

76

72